

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

23 AU 29 FÉVRIER 1995

N° 988

10,00 F

VENT DE FRONDE A L'ÉDUCATION NATIONALE

ÇA BOUGE dans l'Éducation nationale ! Les instituteurs ont de plus en plus de mal à supporter la nouvelle division salariale et statutaire de leur profession. Ils réclament l'intégration de tous dans le corps des professeurs d'école, sans condition (remise en cause du concours interne et de la liste d'aptitude) et avec la possibilité de bénéficier des acquis antérieurs (retraite à 55 ans, notamment). Une occasion de rappeler notre attachement à l'idée d'un corps unique pour tous les personnels de l'Éducation (de la maternelle à l'université).

Dans le secondaire et à la fac, le mécontentement est profond et général. La génération anti-CIP est à la pointe du combat et n'a rien perdu de son mordant. La FSU, elle-même est l'objet de nombreuses critiques (corporatisme, bureaucratie, réformisme...) et son score aux élections professionnelles cache de très sérieuses tensions internes. C'est dans ce contexte que se développe la CNT-AIT (1). Présente dans de nombreuses universités, elle gagne également des points dans le premier et le second degré. Le rouge et le noir redeviennent des couleurs sur lesquelles il faut compter... Du côté de la lutte contre l'inspection, là aussi ça branle dans le manche ! Les contacts que nous avons avec l'École Emancipée et le SGEN-CFDT prouvent qu'on assiste actuellement à un réveil de la lutte anti-hiérarchique. Des profs se rebiffent

(suite p. 2)

Une nouvelle émission
sur RADIO LIBERTAIRE (89.4)
« Le Garde-Fou »
(en soutien aux vendeurs
de la presse SDF)
le mardi
11 h 30 - 12 h 30
(Des 10 h, téléphonez vos
messages au 42.62.90.51)

T 2137-988 - 10.00 F



FOP 2520



Réveil de la lutte anti-hiérarchique à propos de l'inspection

Dimanche 26 février
15 h - 20 h
FEST-DEIZ/BAL FOLK
en soutien
à Radio Libertaire
à TI AR VRETONED/
MISSION BRETONNE
22, rue Delambre
75014 Paris
Programme p. 4

Souscrivez
à hauteur
de 400 000 F
pour un local
commun
le Monde libertaire/
Radio Libertaire
(chèque à l'ordre
de DMC)

On prépare aujourd'hui le fascisme de demain

IL N'EXISTE PAS d'hommes providentiels dans ce que l'on appelle l'Histoire ; il n'y a que des individus qui ont mis à profit les mécontentements et les détresses du moment d'une société pour asseoir toute leur folie hégémonique et destructrice. Il serait vain de croire que seuls les Le Pen, de Villiers et autres Pasqua soient des dangers pour nos libertés ; ils ne sont que les chantres les plus doués d'une frange de la population xénophobe, ethnocentrique, dont le mal être n'a d'égal que sa cupidité. Et le plus inquiétant, c'est que cette frange est de plus en plus débordante ; c'est là que le fascisme trouve toute sa légitimité.

Dans son ouvrage capital sur « la psychologie de masse du fascisme »,

Willem Reich avait démonté un à un les mécanismes de la fascination collective et toutes les manifestations et les mises en scène grossières des grand'messes de l'ordre autoritaire nouveau, et que l'on retrouve aujourd'hui dans les rassemblements lepénistes.

Cependant, le fascisme mue, tel un serpent ; il échappe à notre bienveillance, il s'adapte, il se banalise, il s'indiffère, et ça c'est une grande nouveauté. Les vieilles images du passé, qui sont là pour matérialiser aux yeux de la jeunesse ce que fut le fascisme, contribuent à la réussite de sa mutation ; aujourd'hui, les cadres du FN sont en costard-cravate

comme tous les cadres dynamiques encensés par la pub ; ils ont largement pignon sur rue ; ils ont même des députés européens et nationaux, et ils passent très bien à la radio et à la télé... qui l'eut cru ? Et pourtant, c'est une réalité. Loin de s'imposer dans notre vie à grands coups de botte, c'est par la banalisation que la bête fait doucement son lit ; petit à petit, les lois liberticides s'imposent, se votent, s'appliquent, dans une grande passivité complaisante générale, mais pas aveugle. Petit à petit, il entre dans notre vie, par nos attitudes, notre façon de consommer, notre façon de regarder l'autre. Ainsi, le fascisme nouveau se nourrit de nos modes de vie. Il s'applique à répondre aux préoccupations du citoyen moyen positif,

généralement père de famille responsable, possédant un véhicule, une maison à crédit ou pas, mais auxquels il tient, qui paie ses impôts et fait là où on lui dit de faire.

Les plus grands dangers du fascisme aujourd'hui, c'est sa banalité et sa banalisation, c'est sa capacité à capter toutes les détresses qui se multiplient et auxquelles il trouve des solutions simples et qui sécurisent, c'est enfin ce don d'illusionniste qui fait qu'aujourd'hui on ne l'appelle plus par son nom... Il ne parade plus, il s'imprègne.

« LES COPAINS D'ABORD »
(liaison FA de Sète)

Vent de fronde à l'Education nationale

(suite de la « une »)

contre les nouvelles dispositions les concernant (voir ci-contre). La Fédération Santé-Social-Education (SSE) de la CNT-AIT se lance dans la bagarre. On assiste d'autre part à une contre-offensive sur le plan juridique. En effet, pour les instituts notamment (2), les conséquences d'un refus d'inspection se traduisent différemment selon les départements. C'est ainsi qu'à certains endroits, la note antérieure est maintenue, voire réajustée automatiquement tous les trois ou quatre ans. Dans ces départements, les incidences du refus d'inspection sur le déroulement de carrière sont quasiment négligeables. Ailleurs (comme à Paris et à Lille), le refus d'inspection se traduit par l'absence de toute note pédagogique, donc « techniquement » par un zéro. Bref, plus de promotion au choix,

difficulté pour obtenir une mutation à l'intérieur du département (3), barrage pour les nominations sur les postes à profil (directeurs, conseillers pédagogiques, coordonnateurs ZEP...), inscription retardée sur la liste d'aptitude pour l'intégration au corps des professeurs d'école. Face à cette situation, des militants anti-hiérarchiques, s'appuyant sur un jugement du Conseil d'Etat déclarant infondé une absence de note pédagogique pour refus d'inspection (4), appellent les « refuseurs » à demander officiellement le rétablissement de leur note. Voilà un combat qui ne fait que commencer, et dont nous vous tiendrons informés dans ces colonnes... ♦

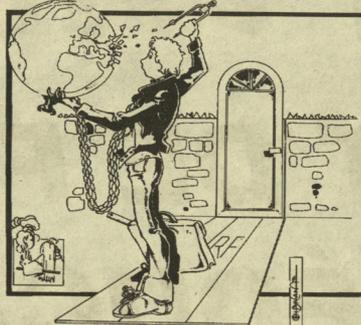
ERIC DUSSART
(individuel FA - Lille)

« Mots et Musiques »
et Radio Libertaire
présentent
LUNDI 6 MARS
20 h 30
Séliama Al Khalaf
Lulu Borgia
Rose-Mary D'Orros
Théâtre Clavel
3, rue Clavel (M° Pyrénées)
75019 Paris.
Réservations : 43.84.70.04.
Entrée : 80 et 100 F.

- (1) Le mensuel de la CNT, le *Combat syndicaliste*, est disponible gratuitement sur simple demande pendant trois mois au :
— *Combat syndicaliste*, BP 38, 94601 Choisy-le-Roi cedex 01.
(2) La note de service du 2 novembre 1994 ne s'applique pas aux instituts. Ces derniers (s'ils sont titulaires) ne risquent aucune sanction en refusant l'inspection.
(3) La note pédagogique n'intervient pas dans le barème pour un changement de département.
(4) Le jugement n° 115-444 du 18 novembre 1993 a été versé au recueil Lebon et fait donc jurisprudence.

INSPECTION

Pour travailler autrement



Le refus d'inspection est, depuis 1982, la modalité d'action retenue par des collectifs départementaux (structurés en un Collectif national anti-hiérarchie) d'enseignants du premier et du second degré qui considèrent que l'inspection, telle qu'elle est pratiquée à l'heure actuelle, est inacceptable.

En effet, elle repose sur le principe d'autorité, lequel « est inconciliable avec l'aptitude au changement, puisqu'il va contre l'initiative ; inconciliable avec la créativité, qu'il étouffe ; inconciliable avec l'esprit de coopération, alors que son essence est d'ordre hiérarchique et tend à diviser pour régner. » (Robert Gloton, ancien inspecteur de circonscription — ou IEN — à Paris XX^e).

Il est d'ailleurs remarquable de noter que bon nombre de ces enseignants sont engagés dans des travaux de réflexion et de transformation de l'Education, dans le sens d'un renforcement de l'autonomie, de la responsabilité, et du sens critique des jeunes qui leur sont confiés.

L'expérience a hélas prouvé, un peu partout en France, que l'inspection constituait un frein puissant à l'innovation, voire même, dans certains cas, son adversaire déclaré.

Soyons clairs : bon nombre d'IEN ont bien sûr le sentiment d'accomplir au mieux la mission qui leur a été confiée.

Mais le piège réside dans les rapports hiérarchiques qu'ils sont tenus d'entretenir avec les enseignants, rapports impliquant qu'ils ne conseillent pas, ils imposent ; qu'ils ne débattent pas, qu'ils indiquent la voie qui leur semble juste pour atteindre des objectifs qui sont l'expression de leur interprétation des textes officiels.

Nonobstant le fait que de plus en plus d'IEN n'ont jamais enseigné dans les conditions qui sont les nôtres, n'est-on pas en droit de se demander d'où ils tirent la justification de leurs conceptions pédagogiques, sachant que, d'une circonscription à l'autre, on peut trouver des positions parfaitement opposées, mais dans tous les cas obligatoirement appliquées, sous peine de voir cette fameuse note baisser lors d'une de ces inspections que nous refusons.

Par quoi remplacer l'inspection ?

Au moment où le ministre de l'Education nationale en appelle au travail en équipe, ne serait-il pas temps de revoir les principes obsolètes de l'inspection, basés sur un contrôle illusoire (une heure au plus tous les trois ou quatre ans !), et une « animation pédagogique » réduite la plupart du temps à un briefing trimestriel.

Est-il donc concevable, quand on s'en tient à des objectifs d'évaluation et de recherche pédagogique, d'imaginer une structure composée d'enseignants détachés pour une durée déterminée, qui, en collaboration avec des professeurs d'IUFM, effectuerait des recherches, constituerait des dossiers thématiques et pourrait intervenir dans les établissements scolaires, à la demande des enseignants, pour les informer, organiser des débats, élaborer des grilles d'évaluation...

Débarassés des rapports hiérarchiques infantillants et inefficaces, en prise directe avec les interrogations et les problèmes des praticiens, ce groupe n'aurait-il pas plus de chance que l'inspection d'être cet outil de transformation que nombre d'enseignants appellent de leurs vœux ? ♦

FÉDÉRATION SSE-CNT

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

le monde
libertaire

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n° 35 F	70 F	60 F
3 mois	13 n° 95 F	170 F	140 F
6 mois	25 n° 170 F	310 F	250 F
1 an	45 n° 290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays

A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication :
André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145
1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

Non au bonnet d'âne pour les profs

Depuis la note de service 83-512 du 13 décembre 1983, régissant le refus d'inspection « avec toutes les conséquences que cela peut entraîner sur la carrière », en fait un avancement à l'ancienneté, donc rien de bien sérieux si ce n'est un peu moins de sous, le prof titulaire ne risquait plus grand chose à refuser l'inspection. D'autant plus qu'un arrêté du Conseil d'Etat enjoignait aux inspecteurs d'attribuer une note pédagogique, même en cas de refus, en se basant sur d'autres critères d'appréciation.

Le « révérend » Bayrou, forgé à l'école de la hiérarchie et de la sujétion au pouvoir ne pouvait tolérer longtemps un tel laxisme, source de tous les péchés. Qui sait si ce n'était pas une des sources de l'analphabétisme des élèves, si souvent dénoncé !

La toute récente note de service 94-262 du 2 novembre 1994, concernant le refus d'inspection des enseignants du second degré, adressée aux recteurs et parue dans le *Bulletin officiel* (BO) n° 41 du 10 novembre 1994 fait table rase du passé puisqu'elle annule la note de 1983, dans son aspect le plus offensant, le premier paragraphe, point 9, ainsi que la note de service 83-512 du 13 décembre 1983. En voici le contenu, en trois points :

- Tout refus d'inspection aura pour conséquence une baisse de la note administrative, voire une sanction disciplinaire.
- Il est exclu, en cas de refus d'inspection, d'attribuer à l'enseignant concerné, pour l'année considérée, la dernière note pédagogique connue, a fortiori cette note actualisée.
- En cas de refus d'inspection, l'inspecteur devra rechercher si d'autres éléments que l'inspection peuvent s'y substituer et servir de base à l'attribution de la note pédagogique.

Ceci est à rapprocher de la note de service 94-185 du 17 juin 1994, pondu juste après l'arrêt du Conseil d'Etat, précisant que l'inspecteur pourra à cet égard (la notation pédagogique en cas de refus) faire appel à une recommandation de la commission académique chargée du suivi de la notation des certifiés.

En clair, la note pédagogique sera attribuée de l'extérieur de la classe (par le principal ou le proviseur ?) et la sanction portera sur la note administrative, qui compte pour les mutations. Bien joué, en douceur. L'ordre moral est bien de retour, à grandes enjambées. ♦

FÉDÉRATION SSE-CNT

N.B. : pour tout renseignement complémentaire : Fédération SSE-CNT, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.

« ce qu...
nombr...
ce qu...
opère...
vent...
action...
les ci...
que r...
rier...
doute...
ne fu...
et trè...
pourn...
objets...
Lorsq...
de so...
l'écou...
Bent...
premi...
leur d...
Son...
tion é...
surve...
appli...
a valu...
est de...
situé...
peut...
place...
autour...
sur l...
indivi...
Bien...
obser...
L'impo...
sache...
quel n...
grâce...
côté d...
regar...
par c...
pénom...
admini...
fait qu...
dent s...

He...
(de...
de l...
a vi...
trou...
au...
20...
40...
(pa...
de...
PA...
LES...
EXE...

JEREMY BENTHAM AU SERVICE DE « BIG BROTHER »

Panoptique et société de contrôle

« **S** I L'ON TROUVAIT un moyen de se rendre maître de tout ce qui peut arriver à un certain nombre d'hommes, de disposer tout ce qui les environne de manière à opérer sur eux l'impression que l'on veut produire, de s'assurer de leurs actions, de leurs liaisons, de toutes les circonstances de leur vie, en sorte que rien ne pût échapper ni contrarier l'effet désiré, on ne peut pas douter qu'un moyen de cette espèce ne fut un instrument très énergique et très utile que les gouvernements pourraient appliquer à différents objets de la plus haute importance. »

Lorsqu'il écrivit ces lignes, au début de son mémoire, *Le Panoptique*, l'économiste anglais Jeremy Bentham traçait, en 1791, les premières perspectives du « meilleur des mondes ».

Son principal sujet de préoccupation étant alors la prison, c'est à la surveillance des détenus qu'il applique toute sa science. Cela nous a valu un projet dont l'idée de base est de voir sans être vu. Le gardien, situé au point central du bâtiment, peut surveiller sans changer de place, les prisonniers enfermés tout autour de lui. Il lui suffit de tourner sur lui-même pour voir chaque individu l'un après l'autre.

Bien entendu, il ne peut pas les observer tous en même temps. L'important est que chaque détenu sache qu'il peut être vu à n'importe quel moment. Placé dans le jour grâce à la lumière venant de l'autre côté de la cellule, il est exposé au regard du contrôleur. Ce dernier, par contre, installé dans la pénombre, échappe au regard de ses administrés. Son pouvoir est dû au fait que tous les détenus se demandent sans cesse et à chaque instant

de leur vie s'il n'est pas en train de les observer.

Le but de l'opération est, sans nul doute, de restreindre le personnel de surveillance et donc de diminuer le coût du fonctionnement de la prison. Mais il y a mieux. Psychologiquement, les prisonniers finissent par se dépersonnaliser. Ils n'osent plus être eux-mêmes. Ils restent tout le temps sur leurs gardes et ne se permettent plus d'agir d'une façon qui soit contraire au règlement, même s'ils sont seuls.

Ce qui est grave, c'est que Bentham, visionnaire technocratique, estime que son panoptique peut s'appliquer à l'école, à l'usine, à l'hôpital général et psychiatrique, à l'hospice de vieux, en somme, à toute sorte de collectivité. Il a raison en théorie. Pratiquement, cela sera plus difficile à réaliser. Il n'est pas toujours évident de traiter les écoliers, les ouvriers, les malades, les fous et les vieux comme des criminels. Cela pose des problèmes.

au poste de commandes. L'individu ne compte plus. Seule importe la sécurité.

Transposé à grande échelle sociologique, le centralisme panoptique aboutit au fichage et à son informatisation. Cela permet les plans AUDASS et GAMIN, le projet SAFARI et la mise sur fiches de la population tout entière. Le traitement des informations par fiches perforées ne laisse plus aucune place à l'improvisation et à la créativité. Seuls ont le pouvoir les politiciens qui se cachent derrière les techniciens de l'informatique.

Tout individu est contrôlé. Ses moindres caractéristiques sont enregistrées méticuleusement sur fiche. Ses actes marquants restent définitivement consignés. Il ne lui est plus possible d'exister en dehors des perspectives tracées par le système.

L'architecte paranoïaque a laissé la place au technocrate informaticien. L'homme a perdu la liberté. Le désir est programmé. Le devenir de la société devient électronique et cybernétique. ♦

« Le centralisme existe à tous les niveaux. L'idée de Bentham reste grossière. Elle peut se moderniser. »

Dans le schéma de base, un espace vide relativement important sépare le gardien des captifs. Il permet d'augmenter la surface de l'établissement et donc le nombre de ses pensionnaires. Les cellules, disposées de façon circulaire autour d'un point central et du vide intermédiaire, entraînent une construction de type circulaire, quelquefois de type octogonal.

C'est ainsi qu'un certain nombre de prisons ont été construites selon le plan de Bentham, Autun et la Roquette en France, Breda, Arnheim, Haarlem et Stateville Joliet aux Etats-Unis. D'autres s'en inspirent, selon un type qui en découle, appelé « rayonnant », où les bâtiments partent en autant de radiales autour du point central : Millbank, en Angleterre, Beaulieu à Caen et la Santé à Paris, pour la France, Cherry Hill, pour les Etats-Unis.

C'est sans compter avec le progrès. Le centralisme existe à tous les niveaux. L'idée de Bentham reste grossière. Elle peut se moderniser. Il suffit de remplacer le point central par une télévision, un tableau de bord et des commandes électroniques. Et le panoptique n'est plus nécessaire. Les architectes peuvent même en venir au nouveau modèle carcéral, le « téléphone pôle », où les bâtiments partent perpendiculairement au couloir central qui devient un point stratégique de surveillance et de contrôle. Un exemple de prison illustre bien ce type architectural, en France : c'est Fresnes.

Nous en sommes au *ne plus ultra* de la Pénitentiaire, Fleury-Mérogis, Châteauroux et Bois-d'Arcy. Tout devient électronique : ouverture et fermeture des portes, micros, caméras... Le pouvoir se concentre

JACQUES LESAGE
DE LA HAYE

VENDREDI 10 MARS
21 h
GILLES SERVAT
à
LA TÊTE DES TRAINS
place de l'Eglise
77123 Tousson
Tél. : 64.24.76.37

NÎMES

Des artistes contre la vidéo-surveillance

Formé spontanément en octobre 1994, le Collectif contre la vidéo-surveillance rassemble des individus indépendants et des associations (Art Sonique Association, Balak Matoz, L'Entrepôt, La Ligue des droits de l'Homme, la Fédération anarchiste, la Fédération syndicale unitaire...) tous mus par les mêmes inquiétudes face aux lois Pasqua sur la sécurité. Le collectif a amorcé, depuis octobre, une action dans la rue, basée sur la signature d'une pétition demandant le retrait pur et simple de toutes les caméras de vidéo-surveillance, d'une affiche informant le passant de ladite loi et de communiqués de presse manifestant notre existence (*Midi Libre, la Marseillaise, Calades*).

Le collectif a organisé, par ailleurs, le samedi 18 février, une journée d'action contre la vidéo-surveillance. Cette journée a donné lieu à des activités assimilables à du théâtre de rue. Elle a visé à informer et à mobiliser les gens autour du danger que représente ce nouvel outil policier, menaçant nos libertés individuelles fondamentales.

L'association Art Sonique est, pour sa part, engagée avec L'Entrepôt et d'autres artistes indépendants dans la réalisation d'une exposition collective (*peinture, sculpture, photographie...*) ayant trait à la sécurité et la vidéo-surveillance. Cette exposition aura lieu, du 25 février au 25 mars, dans les locaux d'Art Sonique (1). L'inauguration, prévue le 25 février, sera accompagnée dans les rues de la ville d'une parade-ramassage, destinée à attirer plus de gens qu'il n'en viendrait logiquement, ceci toujours dans l'optique de sensibiliser le plus grand nombre. ♦

PATRICE LOUBON
président
d'Art Sonique Association

(1) Art Sonique Association, avenue Général-Leclerc/1, cours Némausus B 101, 30000 Nîmes. Tél. : 66.67.86.69.

Nos derniers autocollants anti-sécuritaires et contre l'intégrisme à commander à PUBLICO, 145, rue Amelot, 75011 Paris

Le groupe Henry-Poullaille (de Saint-Denis) de la Fédération anarchiste vient d'éditer trois nouveaux autocollants

1 F l'unité et 20 F le paquet de 40 exemplaires (pour tout envoi, ajoutez 5 F de frais de port)

PAS DE PANACHAGE POUR LES PAQUETS DE 40 EXEMPLAIRES

LE MONDE SELON PASQUA



FÉDÉRATION ANARCHISTE
145 rue Amelot, 75011 PARIS



FÉDÉRATION ANARCHISTE
145 rue Amelot, 75011 PARIS

Interdictions Menaces - Assassinats Incitation à la Haine et Intolérance



Partout dans le monde les religions se dévoilent !

FÉDÉRATION ANARCHISTE
145 rue Amelot, 75011 PARIS

Samba, faussaire malgré lui

Depuis six ans, Samba travaille en France de manière tout à fait régulière. Il est inscrit dans une agence d'intérim et il accomplit des missions sur les chantiers. Comme travailleur intermittent, il est inscrit aux ASSEDIC (1).

En février 1994, il se rend à la Préfecture pour demander le renouvellement de sa carte temporaire de salarié. L'employé lui demande alors de fournir un contrat à durée indéterminée ou, à défaut, une promesse d'embauche. Samba va voir la boîte d'intérim qui ne peut évidemment pas lui donner satisfaction. Quatre fois il fera l'aller-retour entre la boîte d'intérim, de plus en plus agoussée à l'idée qu'on ne va pas lui renouveler son titre de séjour. Il est alors abordé dans la salle d'attente de la boîte d'intérim par une personne qui n'est pas employée dans les bureaux mais que Samba a déjà remarqué. Il l'a vu aussi quelquefois installé avec une pile de dossiers dans le café d'en face.

Le monsieur aborde Samba très aimablement. Il se présente comme un employeur qui serait susceptible de lui donner du travail. Après lui avoir demandé de lui montrer ses fiches de paye et son autorisation de travailler, il s'engage à lui fournir la promesse d'embauche dont il a un si urgent besoin.

Deux jours plus tard, un vendredi, le futur patron se pointe comme convenu au domicile de Samba. Il apporte le document tant désiré qui est rédigé sur du papier à en-tête et qui porte une signature et un tampon. Samba ne sait pas lire mais il n'a aucune raison de douter de l'authenticité de la promesse d'embauche. En effet, si l'autre lui avait fait un faux, il lui aurait forcément demandé de l'argent. C'est donc avec la conscience complètement tranquille qu'il se présente le lundi suivant à la Préfecture. On lui remet une convocation pour le lundi d'après. Quand il y retourne, une semaine plus tard, deux policiers l'informent que sa promesse d'embauche s'est avérée être un faux fabriqué avec un tampon qui aurait été dérobé à la boîte d'intérim. Ils l'accusent d'en être l'auteur et lui arrachent sa carte de séjour.

Désormais il est sans papiers et sans travail, car le dernier chantier, qu'il a fait, date du mois de mars 1994. Je lui conseille de prendre un avocat, ne serait-ce que pour récupérer la coquette somme de 20 000 F que les ASSEDIC lui doivent encore. Je me doute aussi que l'affaire n'en restera pas là et qu'il sera poursuivi devant les tribunaux.

Au mois d'août, il reçoit un avis de la Direction départementale du travail et

de l'emploi (DDTE) qui lui demande de se présenter afin de faire le point sur sa situation. Je l'accompagne et j'explique qu'on ne veut pas renouveler la carte de Samba et qu'il est décidé à rentrer chez lui. Il désire simplement récupérer, avant de partir, les ASSEDIC qu'on lui doit encore sur l'année 1993. La fonctionnaire dit que c'est tout à fait son droit, et elle promet d'adresser une note aux ASSEDIC qui ira dans ce sens. C'est ainsi que le 6 octobre, une lettre des ASSEDIC informe Samba que, suite à la décision de la DDTE, il est maintenu dans ses droits. Par contre, comme il n'a pas pointé à temps, on ne lui paiera pas ce qu'on lui doit !

A la même époque, comme je l'avais prévu, Samba est averti qu'il va être jugé en Correctionnelle pour « faux et usage de faux dans le but d'obtenir des papiers ». Une semaine avant de l'accompagner au tribunal, l'avocat exige 3 000 francs de Samba, qui n'a plus un sou. Il ne parvient pas à trouver l'argent, et son avocat le lâche (2). Comme nous sommes à quelques jours du jugement et que nous n'avons pas le temps d'en trouver un autre, nous nous présentons devant le tribunal pour demander le renvoi de l'audience. Nous obtenons un mois de délai, ce qui permettra de trouver un

avocat moins cher, que Samba pourra payer en plusieurs fois.

Le juge est tout surpris de nous voir revenir un mois plus tard. Il était persuadé que Samba profiterait de ce délai pour prendre la tangente. L'avocat, qui l'a écouté très attentivement pendant une heure et demi dans son cabinet, est convaincu de la véracité de son récit. Exprès, il se met en retrait pour laisser Samba s'exprimer tout seul. On a fait venir un interprète qui traduit mot pour mot. Malheureusement, Samba ne parvient pas à convaincre le juge qui semble très énervé. Le procureur demande trois mois avec sursis auxquels le juge rajoute, de sa propre initiative, trois années d'interdiction de territoire. L'avocat décide de ne pas faire appel pour ne pas risquer une aggravation de la peine. ♦

CLAUDE

(1) Il semble qu'actuellement les préfetures ne tolèrent plus que les étrangers soient inscrits aux ASSEDIC. A l'époque du renouvellement de sa carte de salarié, Samba venait de recevoir une décision des ASSEDIC qui reconnaissaient lui devoir encore 312 jours.

(2) Depuis la loi Pasqua, l'aide juridictionnelle n'est plus accordée aux personnes qui se trouvent en situation irrégulière.

PARUTIONS

PRESSE

Le n° 116 (février 1995) de *Contre Vents et Marées*, journal d'humeur anarchiste de la région Rhône-Alpes est paru. Prix au n°: 6 F. Abonnement d'un an (dix numéros): 60 F (chèque à l'ordre de « Contre-Courants »).

« Contre-Courants », La Lardrière, 38080 Saint-Alban-de-Roche.

PRESSE

Le n° 16 du journal *La Mistoufle*, du groupe de la FA de Dijon, est encore disponible contre un timbre à 2,80 F. Par ailleurs, le n° 17 va prochainement être publié. Commandez-le dès maintenant, en écrivant à *La Mistoufle*, 61, rue Jeannin, 21000 Dijon.

ÉDUCATION LIBERTAIRE

Le groupe Milly-Witkop diffuse un « quatre pages » sur l'éducation libertaire. Disponible contre un timbre à 2,80 F au « Local », 16, rue Sanlecque, 44000 Nantes.

NPS DIFFUSION

Ne Plus Subir de Moselle/Bas-Rhin diffuse des brochures, revues, BD, cassettes, CD à des prix modiques (de 5 à 90 F). Un catalogue est disponible (contre un timbre à 2,80 F) auprès de Ne Plus Subir, BP 58, 67260 Sarre-Union cedex.

NOUVELLES DU FRONT

PIERRE SERRES : ARRESTATION IMMINENTE

A Albi, Pierre Serres, objeteur-insoumis condamné à six mois de prison ferme, vient de voir son pourvoi en cassation rejeté. Il se retrouve aujourd'hui face à une arrestation imminente. (Information : « Avis de recherche », BP 53, 75861 Paris cedex 18.)

ALAIN CAZAUX : PEINE CONFIRMÉE

A Toulouse, Alain Cazaux, insoumis basque, a vu sa peine de dix mois fermes confirmée en appel. Il est incarcéré. Vous pouvez lui écrire à l'adresse suivante : Alain Cazaux, Mat. 28 407, M.A., 18 bis, rue Saint-Michel, 31000 Toulouse. 700 jeunes français connaissent actuellement la situation d'Alain Cazaux. (Information : « Avis de recherche ».)

RENNES : YOUNÈS FOUKI, UN INSOU MIS EMPRISONNÉ

Younès Fouki est incarcéré à la prison Jacques-Cartier (Mat. 17 694, M. A., 56, boulevard Jacques-Cartier, 35000 Rennes), depuis le 29 décembre 1994 pour insoumission.

Depuis le mois d'août 1994, il était recherché, car il ne s'était pas présenté le jour de son incorporation et pour cause il n'a jamais reçu les papiers militaires (lorsqu'on déménage, on doit prévenir la mairie et donner systématiquement sa nouvelle adresse, jusqu'à 50 ans). Suite à un contrôle d'identité, les policiers l'ont envoyé à la caserne où il subit les examens des « trois jours ». Il est déclaré apte et refuse de porter l'uniforme.

Suite à cela, il écrit une lettre de demande d'objection avec un lieutenant-colonel. Les délais étant dépassés pour accepter l'objection, sa demande est rejetée, et on l'envoie au tribunal administratif, militaire. On ne lui dit pas qu'il a une semaine pour trouver un avocat ; il passe en procès avec un avocat commis d'office.

Condamné à un an ferme, il fait appel et demande toujours à faire une objection de conscience. Son avocat devance l'affaire, car sa détention est anormale, et Younès est repassé au tribunal le 31 janvier.

La Cour a refusé sa demande en liberté le 31 janvier alors que l'avocat général, lui-même, autorisait sa libération en vertu de l'article 465 du Code pénal.

Pour être libéré le 27 février, date à laquelle il repasse en jugement pour l'ensemble de son dossier, il a besoin d'un important soutien moral.

Soutien mode d'emploi : venez au tribunal le jour du procès (rendez-vous à 14 h à la gare de Rennes, sortie sud) ; écrivez au Président de la 3^e Chambre de la Cour d'Appel de Rennes, Service correctionnel, 19, rue de Châtillon, 35031 Rennes cedex.

Pour tout soutien moral écrivez-lui et pour un soutien financier, adressez-vous au MOC, 82, rue Dupont-des-Loges, 35000 Rennes. Tél. : 99.31.47.35.

Dimanche 26 février
15 h - 20 h
FEST-DEIZ/
BAL FOLK
en soutien à
Radio Libertaire

(pour un nouveau studio)
à TI AR VRETONED/
MISSION BRETONNE
22, rue Delambre
75014 Paris

avec
DULCELINE
(folk français)
GLENN
(Bretagne)
ERIC RICHARD et
JEAN-LOUIS AMISSE
(Bretagne)
TRIO AVAL'ANCHES
(Centre)

les sonneurs :
JEAN-MICHEL
ALHAITS
et DANIEL HERVÉ,
MICHEL CLEC'H
et PIERRE-CLAUDE
ARTUS

+ scène ouverte

Entrée : 50 F
et 30 F pour les porteurs
de cartes RL, Radio Pays
ou de TAV
Tél. : 43.35.26.41
ou 48.05.34.08

RENDEZ-VOUS

BOUCHES-DU-RHÔNE

Le collectif marseillais de la FA, réunissant les groupes John-Cage (Marseille) et Pépin-Cadavre (Istres), peut être joint par le biais de la FA toulonnaise c/o « La Commune », 2, rue Francis-de-Pressensé, 83200 Toulon.

PARIS

Le groupe Louise-Michel organise une conférence-débat sur le thème suivant : « Contre le nouvel ordre moral... agir avec les femmes, au lieu d'élire », le vendredi 10 mars, à 20 h 30, au 10, rue Robert-Planquette (M^e Blanche ou Abbesses), 75018 Paris.

POITIERS

Le groupe Berkman tient une permanence le mercredi, de 16 h à 19 h, impasse des Communaux (rue Cornet).
Pour toute correspondance : ML Vienne, Le Bourg, 86800 Lavoux.

A LA PETITE SEMAINE

Les idiots inutiles

Maintenant que sont connus les noms des candidats pour la course à l'Elysée, nous ne devrions plus tarder à voir s'étaler dans la presse ces pitoyables listes de soutien aux divers sauveurs suprêmes de la République.

A nouveau, donc, philosophes et intellectuels courtisans et pour la plupart véreux, artistes de cour parfois sans talent mais avides de subventions, personnalités d'un tout-spectacle navrant vont venir s'afficher sans pudeur, comme si leur choix relevait d'une réflexion plus approfondie et présentait plus d'importance que ceux d'un plombier zingueur, d'une caissière de supermarché ou d'un SDF.

Lénine qualifiait jadis « d'idiots utiles » les intellectuels compagnons de route chargés de vanter la camelote faisandée d'une avant-garde éclairée monstrueuse. Aujourd'hui que les dirigeants de tout poil ont sévi outre mesure, ces listes déternels jobards et de mas-tu-vo sont devenues plutôt indignes et les idiots bien inutiles. ♦

FLORÉAL

MEXIQUE

Chiapas : tierra y libertad

LE 15 JANVIER 1995, le ministre de l'Intérieur mexicain rencontre, dans la forêt lacandone, une délégation de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) dans un « esprit de respect et de recherche de solutions pacifiques ».

Le 10 février, Zedillo, président du Mexique, donne l'ordre de capturer le « sous-commandant insurgé Marcos », immédiatement com-mence la reconquête militaire « pacifique », par une colonne de blindés avec automitrailleuses et hélicoptères, du territoire zapatiste. La guérilla semble s'être effacée dans la nature et la puissante armée gouvernementale ne trouve que quelques paysans indiens, femmes, vieillards et enfants s'enfuyant devant ces « pacifiques » soldats (qui répondent aussi à une « mission sociale ») ! dixit sans rire le correspondant de RFI sur France Info, le 13 février) qui occupent leurs villages. Mais la guérilla introuvable n'a pas perdu la parole et dénonce les bombardements, le mitraillage de la population par l'armée.

Le 13 février, le « lieutenant Ana María », de l'EZLN, lit un communiqué révélant l'offensive militaire contre le peuple ; elle explique que la guérilla s'est repliée « afin d'éviter l'affrontement », mais qu'elle répondra si l'armée continue son avance et cherche à capturer Marcos.

Dès le samedi 11 février, une foule estimée à 100 000 personnes avait manifesté à Mexico contre la répression militaire, aux cris de « Nous sommes tous zapatistes ! Nous sommes tous Marcos ! Nous sommes tous Indiens ! Nous sommes tous le Chiapas ! ». Amado Avendano, « gouverneur rebelle » du Chiapas, dont Zedillo a aussi ordonné l'arrestation, demande « à tous les peuples du monde », dans ces moments critiques que traversent la démocratie, la justice et la liberté au Mexique, qu'« ils ne nous laissent pas seuls » et qu'ils continuent leurs actions face aux ambassades mexicaines (El Mundo, 13 février).

Contre la répression au Chiapas... occupation du consulat mexicain à Lyon

Suite à l'offensive lancée par le gouvernement mexicain dans l'Etat du Chiapas contre la guérilla de l'EZLN, à Lyon, c'est spontanément et par le bouche à oreille que, le lundi 13 février à 11 h, une soixantaine de militants d'organisations latino-américaines et libertaires se sont retrouvés devant le consulat du Mexique. La surprise étant de notre côté, nous avons pu pénétrer dans le consulat et l'occuper durant une bonne demi-heure, avant que les forces de l'ordre ne viennent nous en déloger manu militari. Une fois sur le trottoir, après lecture d'un communiqué à la presse (qui avait été prévenue), diffusion de tracts aux passants et slogans se sont poursuivis, dénonçant la répression, l'armée et l'Etat mexicain.

DAVID (gr. Durruti - Lyon)

En Espagne, les manifestations se multiplient (occupation de l'ambassade à Madrid). Roberto Montoya explique, dans le quotidien *El Mundo*, que l'offensive contre les zapatistes a été une contrepartie exigée par les Etats-Unis pour leur aide économique, avec une recommandation explicite de la Chase Manhattan Bank à Zedillo d'« éliminer l'EZLN ».

En France aussi à l'appel, entre autres, du Comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte (1), créé en janvier 1995 et qui « regroupe des individus, organisés ou non (pour la plupart issus du milieu libertaire...) », une manifestation a eu lieu devant l'ambassade du Mexique, à Paris le 13 février, dommage que certains, dont Alain Krivine, aient cru bon de former une délégation pour être reçus à l'ambassade, ce qui provoqua, à leur sortie, de vigoureuses protestations — on entendit même les cris réjouissants de « *Lénine non, Zapata oui !* ». Comment peut-on aller serrer la main de ceux que l'on traite justement d'assassins ?

Une nouvelle manifestation de solidarité avec les insurgés et les peuples indiens du Chiapas devait avoir lieu le lundi 20.

Libération expliquait, le 17 février, que la manifestation de Mexico avait immédiatement fait chuter le peso de 9% (ce qui entraîne le dollar US dans sa dégringolade, ce qui fait monter le mark, qui fait baisser le franc...). Tout ça pour un fumeur de pipe au visage masqué qui se fait appeler « sous-commandant Marcos » et serait plutôt un bon écrivain, c'est ce que voudraient nous faire croire aussi bien les Bertrand de la Grange (correspondant du *Monde* au Mexique) que les gaillottistes de *Maintenant*. Tout serait donc réglé en révélant l'identité du personnage, ce qu'a tenté de faire Zedillo, qui se livre dans cette guerre médiatique des faux-semblants à un nouveau retournement en annonçant la fin de l'offensive militaire et en appelant à la reprise du dialogue ; le gouverneur du Chiapas déclare, lui, se retirer du pouvoir pour onze mois (ce qui lui permet de revenir ensuite), mais il est aussitôt remplacé dans ses fonctions par un autre membre du PRI (mafia au pouvoir au Mexique depuis plus de soixante-cinq ans !).

La réalité commence, malgré tout, à apparaître avec les témoignages des Indiens chiapanèques recueillis par Guiomar Rovira (auteur de *Zapata vive !*, éditions Virus, à Barcelone) et publiés le 18 février par El Mundo : La « mission sociale et pacifique » de l'armée mexicaine s'appelle en fait tortures et terreur. Pour en finir avec les zapatistes, il faut en finir avec les Indiens.

Plus que jamais, exprimons notre solidarité avec ces peuples en lutte contre la misère, l'exploitation, la mort, pour leur dignité, pour la terre et la liberté. ♦

BÉLIAL

(1) Comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris. Tél/fax : 43.72.09.54. CCP La Source 3860876 V.

ETATS-UNIS

L'antifasciste anarchiste Kieran Frazier de « Love & Rage » - RAF menacé de dix ans d'emprisonnement

KIERAN FRAZIER, militant antifasciste de longue date à Minneapolis, membre de l'Anti-racist Action (ARA) et de la Fédération anarchiste révolutionnaire « Love and Rage », est inculpé pour coups et blessures contre un militant néonazi et risque dix ans de prison et 20 000 dollars d'amende s'il est condamné.

Le 22 octobre 1993, une association d'étudiants de l'Université du Minnesota organisait une manifestation anti-raciste d'une centaine de personnes, pour contrer un rassemblement néonazi devant les locaux du syndicat étudiant.

Deux militants nazis affublés de toute la panoplie que nous connaissons bien (badges, tatouages...) de la suprématie blanche passent. Quand des membres du service d'ordre s'approche d'eux, l'un des néonazis, Daniel Simmer, sort un coup de poing américain. Kieran brandit alors une lape-torche dans un geste de défense ; un combat s'ensuit. Classique ! La police arrive, arrête les nazillons et l'incident est clos.

Plus d'un mois après les faits, Kieran est inculpé de coups et blessures volontaires et de port d'arme prohibée (ce qui vaut, dans cet Etat, un minimum de trois mois fermes). Les chefs d'inculpation du nazi Simmer, sont, eux, abandonnés. Le procès aurait dû commencer le 12 avril 1994, mais il a été renvoyé cinq

fois à ce jour. Une nouvelle date était prévue : le 30 janvier 1995. Mais il était encore question que le procès soit encore repoussé. En effet, le ministère public semble embarrassé par le côté politique de l'affaire. Bien que la justice nie tout caractère politique au procès, il s'avère évident que l'ARA et « Love and Rage » sont visés, les deux groupes étant assez actifs à Minneapolis et dans les environs. Les deux seuls témoins à charge sont les militants nazis, ce qui ne facilite pas les choses au procureur, à moins qu'il ne parvienne à obtenir des photos du baston, prises par un journaliste. La mise à la disposition de la justice de ces photos ne constitue pas une menace majeure pour la défense de Kieran, mais le précédent qui serait créé par l'obligation faite à un journal de livrer des photos est extrêmement dangereux pour des raisons faciles à comprendre. Etablir ce précédent ne serait-il pas justement un prétexte de plus pour continuer les poursuites contre Kieran ?

Kieran, âgé de 23 ans, est un des membres fondateurs de « Love and Rage », la Fédération anarchiste révolutionnaire qui tente de rassembler les activistes anti-autoritaires à travers le continent nord-américain autour de projets politiques communs. La Fédération publie deux journaux (*Love and Rage*, en américain, à New York et *Amor y*

Rabia, en espagnol, à Mexico) et a constitué un groupe de travail qui essaye de développer une aile révolutionnaire au sein du mouvement antifasciste.

Exactement deux ans avant la manifestation d'octobre 1994, au même endroit, des membres de l'ARA et de la Progressive Student Organization avaient été attaqués par une bande de fascistes armés et possédant un pitbull. A l'époque, l'ARA protestait contre l'intervention d'un militant de l'Union des Etudiants blancs (White Student Union) sur les ondes de la radio du campus local. A cette occasion, les anti-racistes avaient réussi à organiser la plus grande manifestation (700 personnes) à l'Université du Minnesota depuis la guerre du Vietnam.

Depuis cet incident, les deux parties se retrouvent. ♦

« LOVE and RAGE »
REVOLUTIONARY
ANARCHIST FEDERATION

N.B. : pour exprimer votre solidarité avec Kieran, contactez l'Anti-fascist Defense Committee c/o PO Box 7075, Minneapolis, MN 55407, USA.
« Love and Rage » - Revolutionary Anarchist Federation, Anti-fascist Working Group, PO Box 10491 Livernois Station, Detroit, MI 48210, USA. Tél. d'informations : 19 (1) 313.730.3517.

Associations

ARRAS : « CHAOS ASSO » VOUS PRÉSENTE SES ACTIVITÉS

- Distribution gratuite sur simple demande, par correspondance, de tracts, articles, fanzines, feuilles d'infos (associations, contactez-nous !).
- Projet : réalisation de compilations cassettes en soutien à des associations.
- « Chaos Radio », émission libertaire, 100% DIY, punk, hardcore, bruit, infos et dossiers, animée bénévolement et sincèrement chaque mardi, à 23 h, et chaque vendredi, à 22 h 30, sur PFM (99.9 MHz), radio associative, non commerciale, libre et sans publicité du Pas-de-Calais. Toute promotion est gratuite. Envoyez vos infos, articles, colères, coups de gueule et enregistrements (pour l'émission et nos futures compilations).

Chaque « Chaos Radio » est enregistré sur cassette. Pour en recevoir un exemplaire, envoyez 25 F (tous les bénéfices sont versés intégralement au Secours populaire pour soutenir l'aide aux sans-abri). Il y a possibilité d'obtenir les cassettes par abonnement (chèque à l'ordre de E. Mannesier). Renseignements, commandes... « Chaos Asso », Radio PFM, BP 524, 62008 Arras cedex.

« AUBERGE AU LIBRE OLIBRIUS »

Jimmy Gladiator publie une nouvelle petite revue libertaire décapante, *Auberge Au Libre Olibrius*. Le n° 3 de son « brûlot mensuel », qui coûte 7 F, est à commander à Jimmy Gladiator, BP 34, 78802 Houilles cedex.

Lille : les extraterrestres portent plainte contre les raéliens

Le vendredi 17 février, un hôtel Ibis de la Lille accueillait une « conférence exceptionnelle : une ambassade pour accueillir les extra-terrestres ». Dès 20 h, une trentaine d'individus au visage vert manifestèrent contre la présence des raéliens, entourés par une dizaine de CRS.

Encore une fois, la tentative d'implantation du mouvement raélien sur Lille a été un échec. Pour sa part, la Fédération anarchiste a distribué un tract intitulé « Sectes : s'informer pour

mieux les combattre », informant les passants du caractère fascisant de la secte, dont voici une phrase qui résume la philosophie : « *L'Homme opérera une auto-sélection génétique ou dégéné-rera* » [ça ne vous rappelle rien ?] in *La génocratie, le génie au pouvoir*, de Claude Vorilhon, le gourou raélien. Gourou qui, en 1974, créa le « Mouvement pour l'accueil des Elohim, créateurs de l'humanité ». ♦

CHRISTOPHE
(gr. Humeurs Noires - Lille)

Paroles d'Angola

« **L** E TRIBUNAL de Lisbonne voulant punir un criminel de quelque action noire le relègue souvent à Angola et à Benguela, comme estimant ces pays les plus infortunés et les plus infectés de tous ceux que possèdent les Portugais. Aussi les Blancs qu'on y trouve sont-ils les plus fourbes et les plus scélérats de tous les hommes. »

Ce constat fait par deux jésuites italiens en 1666 restait actuel deux siècles plus tard. C'est le point de départ de *Yaka*, le grand roman de Pepetela qui retrace l'histoire de son pays à travers celle d'une famille de colons jusqu'à l'indépendance de 1975.

Alexandre Semedo naît un jour de 1890 au cœur de la brousse, dans un chariot plein du bric à brac des émigrants, sous le regard énigmatique d'une étrange statue yaka, dont il attendra toute sa vie une parole. Echappant aux bras d'une esclave noire, le bébé mord la poussière, la terre d'Angola... Son père, Oscar, est un de ces déportés, « accusé d'avoir tué sa femme à coups de

hache », qui jurera toujours être un exilé politique, un républicain. Sa mère est « la première blanche née à Capangombe ». La famille se fixe à Benguela.

Les personnages d'anarchistes sont très rares dans la littérature africaine, mais le barbier Acácio comblera ce vide. Paria chaleureux, toujours fidèle à ses idées, critique envers lui-même, haï des Blancs, aimé des Noirs, il sera assassiné. Acácio est de ces

« Les personnages d'anarchistes sont rares dans la littérature africaine... »

rencontres faites dans les livres et dont on se souvient. Lui aussi exilé, il se lie à Oscar, le républicain. « Ils n'étaient jamais d'accord, mais ils étaient amis ». Acácio sera le mentor du jeune Alexandre, tandis que la famille Semedo se fait une petite place dans le commerce avec les Noirs.

Ainsi sans didactisme, en peignant la vie de tous les jours, Pepetela nous fait découvrir les mentalités et les réalités, le métissage, le racisme, les révoltes des Noirs, la répression, l'utilisation par le pouvoir colonial des rivalités ethniques, la rapacité des colons qui accaparent les terres des Noirs massacrés...

« Quand les révoltes s'achèvent, on découvre que le nombre de morts chez les Blancs atteint le dixième de ce que l'on avait annoncé... » Les générations se suivent, les enfants et petits-enfants, blancs et métis, du patriarcat Alexandre, aiment, intriguent, trahissent, et le vieil homme, dégoûté de leurs turpitudes, aigri par ses propres renoncements, s'enferme dans le mutisme et dans son face à face avec la statue yaka...

Dans les années soixante, les révoltes sporadiques aboutissent à un mouvement de libération nationale et la répression se durcit, n'épargnant personne : « ...le vieil Isidro, le poète et musicien des acacias de Benguela, qui avait chanté à l'enterrement du barbier Acácio et qui a été envoyé en avion à Luanda, sauf qu'en pleine mer ils ont ouvert la petite porte de l'avion et l'on poussé du pied... »

Arrive la débacle de 1975, et la famille s'enfuit vers l'Afrique du sud, à l'exception d'Olivia, passionaria marxiste-léniniste qui part pour le Portugal où on l'imagine participant à la grande farce ultra-gauchiste. « D'aspirante béguine tu es devenue communiste [...]. Sûrement que dans ses rêves Lénine apparaissait avec une auréole sur la tête. »

Seuls demeurent Alexandre, Chico son petit-fils métis et son

arrière petit-fils Joel, dernier descendant de la lignée, le seul digne de recevoir en héritage l'esprit d'Acácio. Joel part vers le sud affronter l'armée de l'apartheid et, tandis que les obus sud-africains commencent à tomber sur la ville de Benguela, Alexandre comprend enfin le message du Yaka, avant de mordre la poussière une deuxième fois...

Pepetela fait partie de cette minorité des Blancs angolais qui ont choisi de combattre le colonialisme. Ex-ministre, écrivain officiel du régime marxiste après l'indépendance, aujourd'hui professeur d'université, c'est une figure nationale. Pourtant à la lecture des portraits qu'il fait d'Olivia et d'Acácio on peut se demander où vont ses sympathies profondes...

Très peu d'auteurs lusos-africains sont traduits en français, pourtant cette aire culturelle très riche, mais ravagée par les guerres, nous réserve pour l'avenir des décou-

« ...cette minorité de Blancs angolais qui ont choisi de combattre le colonialisme. »

vertes dignes des grands auteurs du boum latino-américain. Le lecteur impatient d'en apprendre plus pourra se référer à la revue *Notre librairie*, d'octobre 1993.

Pour accéder à la littérature orale de la majorité noire, les amateurs de contes africains trouveront en français les *Contes Tshokwé d'Angola*. leur

univers est typiquement africain même si certains, plus universels, nous font penser à Esopo ou La Fontaine.

Le tout dernier des contes de ce livre prend une résonance particulière dans ce pays dont les porte-parole littéraires sont aujourd'hui presque tous descendants d'immigrants et de colons.

« Amis, je suis venu pour vivre parmi vous. Je suis quelqu'un de seul, je n'ai pas de famille. »

Les villageois acceptèrent ; ils lui répondirent :

— Très bien !

Cet homme leur dit alors : « Moi ce que je voudrais, c'est que vous m'emmeniez voir votre cimetière. »

— Très bien allons-y !, lui répondirent-ils.

— Là, c'est la tombe de grand-mère, et là...

— Et là, juste à côté, c'est la tombe de qui ?

— Là, c'est la tombe d'un ami qui est venu un jour pour vivre parmi nous. Il n'avait personne ; alors, à sa mort, nous l'avons enterré ici, près de nos tombes.

Et quand il fut au village, l'homme, en écoutant son cœur, se dit : Ces gens-là sont bons. Si je construis parmi eux, ils m'apporteront leur aide, et lorsque je mourrai, ils m'enterrent bien. Et l'homme se mit à construire. » ♦

ANTOINE BARRAL

N.B. : *Yaka*, Pepetela, éditions Les Eperonniers-UNESCO, 1992. Prix : 165 F ; *Contes Tshokwé d'Angola*, éditions Karthala, 1992. Prix : 90 F ; *Notre librairie*, n° 115, octobre 1993 c/o CLEF, 57, boulevard des Invalides, 75007 Paris. Prix : 50 F.

LES DÉGÂTS DE L'INTÉGRATION

« Le Portugal dans une Europe à géométrie variable »

Charles Reeve - éditions Albatroz

D'un regard inquiet et moqueur, l'auteur rend compte de la situation de la société portugaise vingt ans après la Révolution des Œillets. Il souligne que l'étouffement des contenus subversifs et émancipateurs, présents dans l'action collective de ces années-là et la soumission du mouvement au cadre légal — proposé par les forces de gauche —, « contribuèrent à créer les conditions d'intégration du prolétariat dans l'ordre démocratique ». Depuis, « L'idéologie démocratique a fait son chemin dans les esprits ». Comme partout ailleurs, les exploités portugais se sont laissés séduire par les délices de la démocratie bourgeoise. « En acceptant le principe de l'égalité formelle, ils se sont soumis à l'inégalité sociale. »

Aujourd'hui, le Portugal est un cas exemplaire du désastre social produit par l'« intégration européenne » dans les sociétés à faible économie. « En vérité, écrit l'auteur, les structures productives des pays "intégrés" ont été bouleversées par l'"intégration" ; seuls quelques secteurs ont pu faire face à la concurrence des industries privées des pays du "noyau dur". »

Dans les pays les plus pauvres, des pans entiers de l'industrie, de l'agriculture et de la pêche se sont effondrés. [...] Enfin, le tissu social a été profondément chamboulé par cette "intégration" : la majorité des classes prolétaires ayant été définitivement exclue de l'activité économique productive. »

Situation nouvelle qui ouvre une époque d'incertitude pouvant être aussi bien porteuse d'espoir que de désespoir. « Les dirigeants de l'Union européenne devront désormais se garder d'un Sud fragilisé, assisté et où apparaissent les premiers symptômes d'une profonde amertume populaire. » ♦

P. E.

N.B. : *Le Portugal dans une Europe à géométrie variable*, Charles Reeve, éditions Albatroz (BP 404, 75969 Paris cedex 20), édition bilingue (français/portugais), Paris, 1994. Prix : 35 F. En vente à la librairie du Monde Libéraire (ajoutez 10% de frais de port pour toute commande).

AFFICHE ANTI-ÉLECTORALISTE

Le collectif marseillais de la Fédération anarchiste (composé des groupes John-Cage de Marseille et Pépin-Cadavre d'Istres) a édité une affiche anti-électorale (format 40x60).

Prix : 5 F l'unité ou 1 F pièce à partir de cinquante exemplaires. Chèque à l'ordre de DCC.

A commander à : FA c/o « La Commune », 2, rue Francis-de-Pressensé, 83200 Toulon.

Librairie du Monde Libéraire
145, rue Amelot (M^o Oberkampf)
75011 Paris

Jusqu'au 4 mars
EXPO PHOTOS
de MARTIN BARZILAI

sur la répression sauvage du 24 août 1994,
orchestrée à Montevideo (Uruguay)
lors d'une manifestation en faveur de trois réfugiés
basques expulsés, ce jour-là, vers l'Espagne.

EN VUE
DE L'ÉLECTION
PRÉSIDENTIELLE 95,
DIFFUSEZ
NOTRE « 4 PAGES »
ANTI-ÉLECTORALISTE
FAIT DE
PROPOSITIONS
ANARCHISTES
POUR CHANGER
LA SOCIÉTÉ
10 exemplaires : 10 F
25 exemplaires : 20 F
50 exemplaires : 32 F
(port payé).
A commander
à la librairie
du Monde Libéraire,
145, rue Amelot,
75011 Paris.
Chèque à l'ordre
de PUBLICO.

Ciné sélection

« Ernesto Che Guevara - Le journal de Bolivie »

Un documentaire de Richard Dindo

Sur ARTE, le 25 février à 21 h 35

À TRAVERS ses œuvres (15 au total) (1), le réputé documentariste helvétique Richard Dindo, installé près de trois décennies à Paris, a prôné « le devoir sacré de résistance ». Songeons, par exemple, à *Des Suisses dans la Guerre d'Espagne*, en 1973, ou à *Dani, Michi, Renato et Max*, en 1987, sur la tragédie de quatre jeunes insurgés zurichois.

Après *Arthur Rimbaud - Une biographie*, en 1991, il a concrétisé, l'an passé, un second rêve de jeunesse : tourner un film sur le célèbre guérillero Ernesto « Che » Guevara, à l'instar du poète également « une figure fraternelle dont l'ombre planait au-dessus de nos têtes ».

Le fils d'une famille de la classe moyenne, né à Buenos-Aires, en 1928, participa activement à la révolution cubaine ; *el comandante* pénétra triomphalement le 4 janvier 1959 à La Havane à la tête de ses troupes. A partir de 1961, il tenta, en qualité de ministre de l'Industrie et de président de la Banque nationale, de remettre le pays à flots. Mais il comprit rapidement qu'il était « plus aisé de renverser une dictature que d'ériger une nouvelle société ».

Après trois voyages en Union Soviétique, il se montra fort sceptique quant à la volonté réelle des dirigeants d'opérer des transformations radicales pour le bien-

être du peuple. Il forgea le concept des « deux, trois... Viêt-Nam ». A Alger, en février 1965, il reprocha avec virulence aux Etats communistes de contribuer à l'exploitation du tiers monde et d'agir en complices de l'impérialisme occidental. Au début des années 80, encore, on parlait sous nos latitudes de *duopole*.

La *nomenklatura* moscovite, excédée par ces objurgations, intervint auprès du *líder máximo* Fidel Castro. En mars 1965, Ernesto Guevara renonça à l'ensemble de ses mandats, ainsi qu'à la nationalité cubaine. Le pouvoir ne l'avait jamais intéressé. Ses buts et idéaux : la justice et la liberté pour

tous les opprimés. En 1965, il séjourna quelques mois au Congo, avant de s'embarquer pour la Bolivie. Le 3 novembre 1965, il parvint à La Paz, la capitale, sous l'identité d'un commerçant uruguayen.

Richard Dindo, qui suivit ses traces dans les montagnes et vallées boliviennes, se basa sur les impressions et réflexions que le « Che » consignait soigneusement dans un agenda allemand, entre le 7 novembre 1966 et le 7 octobre 1967. La lutte de guérilla que lui et ses cinquante compagnons menèrent contre l'armée du tyran René Barrientos ne suscita ni l'écho ni la solidarité espérées auprès de la population. Les militaires, qui investirent en nombre la province de Santa Cruz, encerclèrent le 8 octobre 1967 le petit groupe réduit à dix-sept personnes dans les gorges de l'Yuro. Le lendemain, un soldat, Mario Teran, qui requit auprès de ses supérieurs l'honneur d'exécuter leur grand ennemi, en guise de « cadeau d'anniversaire », abattit vers 13 heures de trois coups de feu Ernesto Guevara.

Richard Dindo donna la parole à plusieurs témoins de l'époque (ex-fantassins, *campesinos*, femmes qui avaient accueilli et fourni quelques provisions aux maquisards). Julia Cortez Balderal, institutrice à Higuera, fut la dernière à avoir rendu visite au captif dans la salle de classe transformée en geôle. Ces images imprégnées d'une émotion très perceptible nous rendent la personnalité du « Che » un peu plus familière. Le réalisateur zurichois alterne les séquences tournées en vidéo et les photos d'archives provenant de différentes sources. Particulièrement impressionnantes sont celles montées au début et à la fin du film avec la dépouille du guérillero, exhibée comme un trophée de chasse par les officiers en uniforme, brandissant plus loin

son journal. Les yeux ouverts du révolutionnaire défunt, allongé sur une table à Valle Grande...

Richard Dindo, plutôt que de sacrifier au mythe, a préféré « s'identifier à l'autobiographie » de son personnage, au contraire de toute une génération qui célébra avec enthousiasme et dévotion le culte du héros.

La fin brutale d'Ernesto Guevara lui semble « une métaphore de la mort de la révolution sociale tout court, son combat comme le dernier pour un monde meilleur, et sa défaite comme le début d'une nouvelle époque... »

Ce film de 94 minutes, auréolé d'un succès appréciable dans les salles suisses, et pour lequel son auteur obtint le 22 janvier dernier le premier prix du 8^e Festival international des Productions audiovisuelles de Nice, fut programmé en ouverture des 30^e Journées cinématographiques de Soleure (24 - 29 janvier 1995), qui drainèrent 29 000 spectateurs vers les différents sites de projection. Happening politique autant qu'événement artistique, du moins jusque vers le milieu des années 80 (Richard Dindo, Jürg Hassler, Francis Reusser, Alain Tanner, Markus Imhoof... y choquèrent avec leurs brûlots les tenants de l'ordre établi), cette manifestation permet d'appréhender une partie de la production nationale des douze mois écoulés. « Forum le plus important pour le cinéma suisse », selon Ivo Kummer, leur directeur, les journées soleuroises demeurent un lieu d'échanges, de débats et de rencontres privilégiées. L'édition 1995 n'a pas démenti la vitalité de la plupart des metteurs en scène helvétiques. ♦

RENÉ HAMM

(1) Richard Dindo prépare un documentaire consacré au poète sud-africain blanc Breyten Breytenbach, emprisonné durant sept ans et demi sous le régime d'apartheid.

POLAR

« Mort d'un satrape rouge »

Gérard Delteil - éditions Métailié

Depuis quelques années, le roman policier subit une mode : le polar de situation fait des ravages, du style *Meurtre à la Bourse*, *Meurtre à Libération*, *Meurtre à l'Elysée* où le meilleur côtoie le pire, tel *Meurtre dans le TGV*. Dans ce dernier, le journaliste spécialiste des transports du *Monde* fait la démonstration qu'entre journaliste et écrivain il y a un monde. Mais quel rapport avec *Mort d'un satrape rouge* ? D'abord, cet ouvrage est remarquablement bien écrit, lui, et puis le sujet : l'action de ce polar se déroule dans une municipalité communiste de Seine-Saint-Denis. Le héros-chroniqueur des événements est un journaliste ex-liguard, rédacteur en chef du bulletin municipal de cette banlieue rouge. Le maire PC, ex-résistant, se fait occire un beau matin, dans son bureau. Toute sa vie et celle de « sa » commune vont être racontées par ce rédacteur en chef — qui n'a pas sa carte du Parti mais bouffe au râtelier, car il faut bien vivre. Même si les règles en la matière sont respectées : « toute ressemblance avec des faits ou des personnes... », le lecteur reconnaîtra, au détour des pages, le professeur Jacquard, l'écrivain Daeninckx et le mondain Besson. Et pour les personnalités du PC ? Là, désolé, *l'Huma* n'étant pas ma lecture favorite... Le décor : une banlieue merdique ; avec ses usines qui puent et qui ferment, avec ses tours Gagarine, le vieux village et sa vieille bourgeoisie, les nouveaux quartiers de cadres moyens et des Ivoiriens qui squattent devant la mairie... tiens, cela ne vous évoque rien ! L'atmosphère : un commissaire bonasse prêt à la retraite, un juge « rose », un fasciste bon chic bon genre, des petits loubirds, des animateurs socio-culturels et surtout des employés municipaux qui doivent tout au Parti — emploi, logement — et pour couronner le tout, les rivalités entre clans commu-

nistes. Là, Delteil, par « héros interposé », semble montrer une certaine tendresse pour les vieux staliens opposés aux modernistes, prêts à abandonner la lutte de classes et l'internationalisme pour rejoindre la social-démocratie incolore ou le populisme lepéniste. Dans la littérature, le vieux mythe du « bon militant PC de base trompé par l'appareil » ne s'est pas écroulé avec le mur ! Et pourtant, c'est ce gentil « militant de base » qui a construit l'appareil et qui le maintient ; c'est lui qui arrête les luttes car le Parti l'ordonne ; c'est lui qui va vous dire aujourd'hui : « Mais oui, j'étais contre l'intervention soviétique en... », mais l'avez-vous vu dans les manifestations de protestation ? En revanche, vous l'avez vu distribuer les tracts minimisant les événements ou traitant les insurgés de contre-révolutionnaires. Et dans ce polar, l'anar ? Comme de juste dans la « bonne littérature progressive », c'est le prototype du vieil anar résistant qui a choisi l'efficacité et a pris sa carte du Parti, puis s'en est écarté sans faire de bruit (!) dans les années 50-60. Comme si l'efficacité rimait avec obéissance et comme si la liberté pouvait se mettre dans une cellule, pour paraphraser Prévert. Ces détails irritants gâchent-ils ce polar ? La chute de l'histoire pousserait à dire non ! Et la morale de cette sombre histoire ? Le pouvoir corrompt !, comme le suggère la jaquette de l'ouvrage. Finalement, *Mort d'un satrape rouge* (éditions Métailié, 85 F) peut sans remords se ranger dans votre bibliothèque à côté du numéro de la collection *Autrement*, intitulé « Banlieue rouge 1920-1960 », qui contient d'ailleurs une excellente nouvelle de Didier Daeninckx. ♦

JEAN-MARC
(gr. Albert-Camus - Toulouse)

Vidéo-débat proposé par « Courant alternatif »
(en présence des réalisateurs)
« L'Affiche Rouge »
Un voyage Paris-Berlin 1944 - 1994 »
mercredi 22 février - 20 h
Bar associatif de Montreuil
33-35, rue François-Arago (M^o Robespierre)
Documentaire allemand de 56 minutes
de Gerhard Dietrich, Helmut Dietrich, Ahlrich Meyer

POUR UNE ÉCONOMIE MONTAGNARDE D'AUTOGESTION ET D'ENTRAIDE

Non au saccage des Pyrénées

« LA RÉGION PYRÉNÉENNE est par la géologie de même que par l'histoire de ses populations, la contrée la plus distincte dans l'ensemble de la France, celle qui constitue le groupe de provinces le plus indépendant. Déjà l'origine première de la plus grande partie de ses habitants en faisait un monde à part de l'ancienne Gaule... », ça, c'est l'ami Elisée Reclus qui l'écrivait dans sa géographie universelle, en 1885, et Reclus savait ce qu'il disait.

Plus loin, il rajoute à propos des versants espagnol et français, citant Michelet (qui, lui aussi, savait de quoi il parlait) : « Le mur redoutable, austère, ininterrompu des Pyrénées est la barre entre l'Europe et l'Afrique ». Voilà, en deux phrases, résumé pourquoi les pouvoirs veulent supprimer les Pyrénées, voilà pourquoi les pyrénéens doivent défendre de pied ferme le pays qu'ils apprécient.

Réelle barrière difficilement franchissable, les Pyrénées ont toujours été un passage périlleux pour les conquérants et hégémonistes de tout poil et de toute provenance, par contre, des peuples divers ont su s'y installer sans se bouffer le nez.

Basques, Catalans, Béarnais, Ariégeois, Aragonais... se sont toujours très bien supportés et entraînés quand il le fallait. Ils ont eu très souvent à défendre leurs particularismes contre les nominalisateurs venus du Nord ou du Sud.

Si l'on y inclut les plaines en pied de montagne, plaines drainées par les rivières et fleuves issus des sommets, le pays pyrénéen est riche, à condition de gérer ses ressources intelligemment et sans chercher le profit immédiat. De la Méditerranée à l'Atlantique, on peut y cultiver la plupart des aliments nécessaires à la vie. Les pêcheurs y trouvent leur compte de poissons aux deux extrémités. L'élevage, en associant les vallées, la plaine et la montagne, peut y être pratiqué sans problèmes particuliers (la transhumance y était, par exemple, exercée il y a peu de temps entre Bordeaux et les pâturages d'Aspe et d'Ossau).

Le sous-sol y est particulièrement riche, même s'il était difficilement exploitable dans la recherche d'une rentabilité du type capitaliste. On y trouve du gaz, de l'or, du zinc, du fer, du talc, du lignite, du marbre, du granit, etc. Il suffit de se balader un peu pour trouver des tas de mines abandonnées. Le bois est facilement exploitable et la chaîne possède de nombreuses sources thermales. Le climat pyrénéen est un climat divers et agréable ; chacun peut y trouver son bonheur. On y constate plusieurs influences méditerranéenne, océanique, continentale et montagnarde.

En un mot, si les Pyrénées intéressent tant les lobbies capitalistes (tourisme, transport routier, travaux publics), ce n'est surtout pas parce que c'est un pays pauvre et sans ressources, c'est tout simplement parce qu'elles sont à la fois riches et moins facilement exploitables et



franchissables actuellement. Or, ce qu'ils veulent, c'est se faire du fric vite, du fric, sur le dos des autochtones, et du fric en ouvrant des axes routiers, direction l'Afrique via le détroit de Gibraltar ; l'Afrique étant un continent où il y a énormément de pognon à se faire sur le malheur des Africains.

Alors, ces « charognards » te parlent de désenclaver, encore eut-il fallu que les Pyrénées soient enclavées. Leur tactique est bien simple : pendant des années, tu appauvris une région, tu fais partir les habitants plutôt que de les aider à mettre en valeur leur territoire, puis tu achètes les terrains à bas prix et tu montes des affaires juteuses avec les moyens techniques modernes.

Ce qu'ils veulent, c'est transformer les Pyrénées en une montagne en friche, dirigée uniquement vers le tourisme à pognon, station de ski alpin avec neige artificielle, « Pyrénées Land », Estivales pour les beaufs urbains.

Ce qu'ils veulent, c'est tracer des voies rapides pour que les montagnards (main d'œuvre acceptant de faibles revenus) viennent tous bosser dans les zones industrielles et technopoles de toute sorte près des grandes villes de la plaine.

Ce qu'ils veulent, c'est transpercer les Pyrénées de part en part pour faire passer leurs « putains de camions » à partir de pôles routiers et ferroviaires importants près des grandes villes : Toulouse, Bordeaux, Montpellier, Pau ; des mégaroutes aboutiront bientôt à une dizaine de tunnels : Somport, Bielsa, Viella, Bagnères-de-Luchon, Salau, Puy-morens, Port-du-Rat et deux ou trois en Espagne, peut-être une voie de TGV pour faire plaisir aux écolos démagogiquement amoureux du rail, et la route pour l'Afrique est ouverte. L'Espagne, n'ayant pas de réseau ferroviaire important, préfère construire le maximum d'autoroutes sur son territoire, avec l'aide de l'Europe.

Ce qu'ils veulent, c'est lancer des lignes électriques à très haute tension vers l'Espagne, le Portugal, voire l'Afrique à partir de centrales nucléaires (Golfech). Depuis une

dizaine d'années, il y en a une prévue dans la vallée de Louron.

Ce qu'il veut, c'est ouvrir des carrières à ciel ouvert, car maintenant les moyens techniques le permettent ; on peut raser des pans entiers de montagne sans trop de difficultés. Les 300 ou 400 habitants de Vingrau, petit village des Pyrénées-Orientales, se battent en ce moment contre une multinationale suisse qui veut exploiter leur sous-sol, et bien sûr la « démocratie est du côté de la multinationale ».

L'Ariège et la Cerdagne ont également à subir le passage incessant des pseudo-touristes qui vont faire des affaires en achetant des produits détaxés pour mettre du beurre dans leurs épinards en boîtes. Ces touristes-là, comme les touristes « Blancs » qui pratiquent le ski alpin, se fichent de la montagne comme de leur première liquette.

Maintenant que le pourquoi et contre qui se battre est présenté, il s'agit de savoir le comment et avec qui se battre. Le départ de la prise de conscience du problème a été le tunnel du Somport. Les socialistes ont commencé la mise en route de ce tunnel et surtout de l'accès autoroutier, il y a environ huit ans. Les propriétaires et notables du coin ne se sont pas beaucoup remués, à part deux ou trois villages, et les médias se sont surtout intéressés à la seule démarche d'Eric Pétetin, « le dernier indien des Pyrénées », qui a été considéré comme le porte-parole et le bouc émissaire de la lutte ; il s'est même présenté sur une liste écolo aux élections cantonales de 1985. La première enquête d'utilité publique a été déclarée illégale, le projet arrêté puis repris immédiatement sous un autre emballage ; des comités Somport se sont créés, auxquels ont participé de nombreux individus de tendance libertaire. Hélas, ils se sont trouvés noyés dans une nébuleuse politico-écolo bien « démocratrasseuse ».

Le point culminant de la lutte a été durant le mois de mai 1994 où 10 000 manifestants de toutes tendances se sont retrouvés. Nous avons été bien manipulés par les politiciens chevronnés et les politiciens « en herbe » (écolos), qui avaient traité

avec la Préfecture. Deux tendances se sont dégagées et séparées : la tendance apolitique et radicale qui s'est bagarrée contre les CRS sur le site et la tendance écolo-électorale venue faire de la propagande traîne-savate. Lors de la dernière manif du 11 novembre, un collectif des comités Somport a été créé afin de dénoncer la militarisation du site et la mise en place des lois démocrato-fachos du sieur Pasqua. Cela me semble peut-être nécessaire, mais bien trouble et totalement insuffisant.

Il faut « désomporiser » le problème et élargir la lutte à toutes les Pyrénées sur des bases anationales, anticapitalistes et antiautoritaires.

Un travail de réflexion doit être fait et présenté aux habitants intéressés ; des propositions doivent être élaborées par les anarchistes pyrénéens. Il doit y avoir des rencontres entre Espagnols et Français, et les anarchistes des deux versants doivent s'associer sans tenir compte de la frontière. Nous devons nous ouvrir aux habitants se sentant concernés par le problème, sans chercher à le manipuler (ce qui n'est pas notre genre) et nous devons tenir compte de leurs avis dans les luttes. Nous devons nous démarquer nettement de tous les autoritaires et politiciens de toutes tendances.

La priorité est dans la lutte contre tous les axes autoroutiers, mais aussi contre le tourisme de masse, style alpin, et la mise en friche de la montagne. L'entraide doit prendre place entre les Pyrénéens de

montagne et les Pyrénéens des plaines. L'économie urbaine ne doit pas être privilégiée par rapport à l'économie rurale et montagnarde.

La grande facilité de communication hertzienne doit aider le travail en montagne : artisanat, travail à domicile, élevage. Le montagnard doit se sentir moins seul et prendre « sa montagne en main » en cherchant à l'équilibrer, agrairement, industriellement, touristiquement, écologiquement, sans lui faire perdre son particularisme.

L'économie de montagne ne peut et ne doit pas être une économie de type capitaliste rentable ; elle ne peut être qu'une économie basée sur l'entraide et la responsabilité de chacun ; elle doit respecter les richesses naturelles tout en profitant des progrès techniques avec sagesse.

Combien de Pyrénéens sont partis bosser en ville et pleurent de voir leurs terrains se dégrader et être envahis par la végétation sauvage ; la montagne se dégrade faute d'hommes et de femmes sages et attachés à leur environnement.

Il est évident que la politique d'appauvrissement ayant été bien menée depuis très longtemps, il y a du pain sur la planche. Il est par exemple important de remettre en marche les voies ferrées abandonnées ou en cours d'abandon sans créer de nouvelles lignes non indispensables. Il y en avait une douzaine dans les années 50 et il en restait quatre, à peine, en 1994. Il faut aussi améliorer le réseau routier existant sans en créer de nouveaux et sans dénaturer l'environnement (la création de tunnels n'est pas une ineptie en soi si cela n'exige pas la création de nouveaux accès).

Un tourisme de découverte du mode de vie montagnard, de randonnées et de santé peut et doit être développé par les Pyrénéens.

Je sais pertinemment que la sensibilité anarchiste est présente en Pyrénées : influence espagnole et influence des milieux communautaires depuis les années 70 (d'ailleurs, il n'y a pas que moi qui le sache — cf. le procès d'Alain Feliu, il y a quelque temps). Cette présence doit se mobiliser spécifiquement pour éviter de laisser continuer le saccage des Pyrénées. ♦

JOËL CALINAT

SOMMAIRE

Page 1 : Vent de fronde à l'Education nationale (suite p. 2). On prépare aujourd'hui le fascisme de demain.
Page 2 : Vent de fronde à l'Education nationale (suite de la « une »). Pour travailler autrement, Non au Bonnet d'âne pour les profs.
Page 3 : Panoptique et société de contrôle, Nîmes : des artistes contre la vidéo-surveillance.
Page 4 : Samba faussaire malgré lui, Nouvelles du front, Rendez-

vous, A la petite semaine : Les idiots inutiles, Parutions.
Page 5 : Chiapas : tierra y libertad, Etata-Unis : Kieran Frazier, Associations, Brève lilloise.
Page 6 : Paroles d'Angola, « Le Portugal dans un Europe à géométrie variable » de Charles Reeve.
Page 7 : « Ernesto Che Guevara - Le journal de Bolivie » de Richard Dindo, « Mort d'un strape rouge » de Gérard Delteil.
Page 8 : Non au saccage des Pyrénées.